

Une Boussole stratégique vers où ?

Les dangers de la militarisation de l'UE sous leadership français

Dans l'ombre de la guerre revancharde de Poutine en Ukraine et de ses conséquences multiples pour l'architecture de la sécurité de l'Europe, les États membres développent la première stratégie militaire à part entière de l'Union européenne. La « Boussole stratégique » défendue par le président français Macron (dont le gouvernement assure actuellement la présidence tournante du Conseil de l'UE) ferait considérablement progresser la militarisation de l'Union européenne. Balayé par des calculs de politique intérieure et des ambitions dignes de Napoléon, le rêve de « souveraineté européenne » de Macron pourrait se réaliser, apportant non pas la paix, mais plutôt les coûts dévastateurs d'un accroissement de la militarisation et de la guerre.

Par Axel Ruppert, RLS Bruxelles

Alors que le président russe Vladimir Poutine a lancé une guerre brutale en Ukraine (dont les conséquences sont déjà dévastatrices et dont l'ampleur des dégâts est inconnue), il est plus important que jamais de défendre la paix. Partout dans le monde, les gens se montrent solidaires du peuple ukrainien et des opposants à la guerre en Russie et en Biélorussie.

Il est aujourd'hui essentiel de soutenir les efforts d'aide humanitaire, de fournir un abri à ceux qui fuient la guerre (quelle que soit leur origine) et de descendre dans la rue pour réclamer la paix. En même temps, il est utile de regarder au-delà des nouvelles quotidiennes pour discerner la suite des grandes manœuvres de pouvoir qui rendent les conflits comme celui d'aujourd'hui si inexorables.

Ce conflit non provoqué et injustifiable (en violation du droit international et déjà soupçonné de crimes de guerre) pose des questions fondamentales sur la manière d'assurer la paix et la sécurité des populations sur le continent européen et au-delà. L'Union européenne joue un rôle décisif dans la réponse à cette question. À cet égard, il est important d'examiner de près les propositions politiques qui sont discutées actuellement au niveau de l'UE. Parmi elles figure le projet d'une « Boussole stratégique ». Cette nouvelle stratégie militaire de l'UE vise à établir une vision stratégique commune et propose des mesures pour renforcer les capacités militaires du bloc.



La [militarisation de l'Union](#) se poursuit depuis des années, avec une montée en puissance importante après le référendum sur le Brexit en 2016, et elle devrait atteindre un nouveau sommet avec la Boussole stratégique. Si le projet actuel devait être adopté, il pousserait l'UE plus loin sur la voie dangereuse de la sécurisation des intérêts économiques, commerciaux et géostratégiques par la démonstration et le déploiement de la force militaire.

Alors que la guerre de Poutine fait rage, on ne s'attend peut-être pas à trouver beaucoup de soutien aux appels à renforcer la diplomatie et les efforts multilatéraux de désarmement au lieu d'accroître les capacités militaires et de subventionner les fabricants d'armes pour préparer l'UE à de futurs conflits. Cependant, il reste crucial de remettre en question les appels à court terme en faveur du renforcement militaire de l'UE. La Boussole stratégique n'investira pas dans la prévention des conflits civils, le contrôle des armes ou le « soft power » si prisé par l'UE, mais bénéficiera, le cas échéant, aux secteurs européens de la sécurité et de l'armement. Et elle n'offre pas de réponse aux menaces sécuritaires majeures auxquelles l'humanité est confrontée : la destruction par la guerre nucléaire et les conflits amplifiés par l'effondrement systémique des écosystèmes du monde.

En bref, la Boussole stratégique nous éloigne de l'UE dont nous avons besoin pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Mais elle est d'une importance capitale pour les ambitions politiques du président français Emmanuel Macron.

Presser la Boussole pour la présidentielle française

Du 1^{er} janvier au 30 juin 2022, la France assure la présidence du Conseil de l'UE. La présidence tourne entre les États membres tous les 6 mois et accorde aux États qui la détiennent des avantages importants dans l'établissement du programme de l'UE et la négociation d'accords qui conviennent à leurs intérêts nationaux.

Le gouvernement français envisage de faire adopter la Boussole stratégique par le Conseil européen des 24 et 25 mars, ce qui sera difficile compte tenu de la portée et de la complexité de la mesure. Dans le cadre de ses quatre priorités pour « agir, sécuriser, investir et collaborer », la Boussole traite de priorités géographiques allant du voisinage direct de l'UE à l'Indo-Pacifique, elle aborde la relation de l'UE avec les États-Unis et l'OTAN et elle appelle à une prise de décision plus rapide et plus flexible sur les missions militaires dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune. Cette diversité de sujets met en évidence les profondes divisions entre les priorités des États membres en matière de sécurité et de défense. Étant donné que la guerre de Poutine en Ukraine a actuellement pour effet de renforcer l'alliance de l'OTAN, il sera plus difficile pour les partisans de la Boussole de répondre aux préoccupations concernant la concurrence de structures militaires européennes avec l'OTAN.



On peut douter que le gouvernement français soit en mesure d'élaborer les compromis nécessaires avant le premier tour de l'élection présidentielle française, prévu le 10 avril. Alors qu'une période de réserve impose formellement la neutralité du gouvernement français avant les élections, Emmanuel Macron et ses représentants devront sécuriser toutes les avancées du projet d'ici la mi-mars. Et Emmanuel Macron veut absolument y parvenir pour renforcer sa campagne électorale.

Les rêves de « souveraineté européenne » d'Emmanuel Macron (sous la présidence française, bien sûr)

Si elle est adoptée, Macron pourrait s'emparer de la Boussole stratégique comme d'une victoire dans la quête d'une plus grande souveraineté européenne. Une souveraineté qu'il a définie comme « notre capacité à exister dans le monde actuel pour y défendre nos valeurs et nos intérêts »¹ lors de son discours très remarqué à la Sorbonne en 2017. Depuis lors et plus encore, la quête d'une plus grande souveraineté européenne est son grand projet politique européen. Elle s'assortit du leadership politique européen que Macron revendique actuellement sur la base de ses canaux de conversation (très convoités) avec Poutine.

L'adoption de la Boussole renforcerait la stature d'Emmanuel Macron comme dirigeant international efficace, qui a aussi bien assuré les intérêts français. En effet, les gouvernements français poussent la militarisation de l'UE depuis des décennies déjà. Comme l'a noté le chercheur français Claude Serfati, renforcer la puissance militaire de l'UE est un intérêt français :

« On a souvent dit que l'Europe représentait "un multiplicateur de puissance pour la politique de sécurité française" [...]. La stratégie du "multiplicateur de puissance" n'est encore possible que parce que la France est déjà une puissance militaire supérieure qui s'impose devant la plupart des États membres. Soutenir l'émergence de l'UE en tant que puissance militaire consoliderait à son tour la position du président français dans ce domaine. »²

Être la puissance militaire au sein de l'UE permet à son tour à la France de revendiquer un leadership politique, notamment au sein du « tandem franco-allemand ». La pression de la France en faveur de la militarisation de l'UE semble viser à tirer parti de ses avantages dans le domaine militaire pour compenser la baisse de sa compétitivité

¹ Ouest-France : Discours de la Sorbonne d'Emmanuel Macron - Texte intégral. Disponible sur : <https://international.blogs.ouest-france.fr/archive/2017/09/29/macron-sorbonne-verbatim-europe-18583.html> (dernière consultation : 14.02.2022).

² Ingar Solty, Claude Serfati, Judith Dellheim : Sicherheitspolitik Contra Sicherheit, p. 55. Disponible sur : https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Manuskripte/Manuskripte_24_Sicherheitspolitik.pdf (dernière consultation : 14.02.2022).



économique vis-à-vis de l'Allemagne, et ainsi rester un acteur de premier plan dans le processus d'intégration de l'UE³. Cependant, l'Allemagne qui, malgré sa puissance économique et diplomatique, s'est refusée à prendre un leadership militaire audacieux appartient au passé. La déclaration gouvernementale⁴ du chancelier allemand Olaf Scholz le 27 février, dans laquelle il annonçait des investissements massifs dans l'armée, marque un tournant historique dans la politique de défense allemande. Sa portée finale reste à déterminer, mais elle redéfinira certainement la relation franco-allemande.

En pressant l'agenda militaire inscrit dans la Boussole stratégique, Emmanuel Macron entend aussi assurer des bénéfices à l'industrie française de l'armement. Une industrie historiquement proche du gouvernement et dont les ventes font de la France le troisième exportateur mondial d'armes. Les entreprises françaises du secteur de l'armement sont déjà gagnantes dans la militarisation de l'UE, car elles sont en passe d'obtenir des parts importantes du Fonds européen de défense de 8 milliards d'euros et elles ont déjà été les [plus grands bienfaiteurs](#) de ses deux programmes précédents.

Poursuivre la militarisation et revendiquer des succès pour l'industrie de l'armement n'est pas de nature à provoquer une réaction ou un tollé en France. Il n'existe aucune opposition majeure à ce discours dans le paysage politique, ni de la part des syndicats ni des grands médias. Pour Emmanuel Macron, l'affirmation selon laquelle il conduirait l'UE et la France (seule puissance nucléaire de l'UE depuis le Brexit) à une plus grande puissance militaire n'est pas un risque, mais une opportunité.

Sur la scène nationale, ce parcours permet à Emmanuel Macron de se positionner comme un candidat proeuropéen hors norme avec un projet et une vision concrètes à poursuivre s'il est réélu. Un programme qui suffira à le faire émerger parmi ses adversaires, peu à l'aise avec le sujet européen ou, comme c'est le cas pour les candidats de gauche, poussant à des transformations radicales pour une institution destinée à empêcher ces changements.

Ouvrir la voie à des interventions militaires européennes

Dans son discours de la Sorbonne en 2017, Emmanuel Macron a non seulement partagé sa vision d'une Europe souveraine, mais aussi annoncé l'Initiative européenne d'intervention (IE2). Cette initiative a été l'impulsion de la France en faveur

³ Ibid.

⁴ Déclaration de politique générale d'Olaf Scholz, chancelier de la République fédérale d'Allemagne et membre du Bundestag allemand, le 27 février 2022 à Berlin. Disponible sur : <https://www.bundesregierung.de/breg-en/news/policy-statement-by-olaf-scholz-chancellor-of-the-federal-republic-of-germany-and-member-of-the-german-bundestag-27-february-2022-in-berlin-2008378> (dernier accès : 04.03.2022).



d'interventions militaires européennes conjointes⁵ en dehors des cadres de l'UE et de l'OTAN.

Cinq ans plus tard, le projet de Boussole stratégique vise à développer une capacité de réaction rapide de l'UE pour déployer jusqu'à 5000 militaires pour faire face à différents types de crises. Le document demande par la suite plus de flexibilité dans la prise de décision en matière de déploiement. Il suggère d'utiliser les options de l'article 44 du traité sur l'Union européenne (TUE) pour créer une coalition des volontaires par « abstention constructive ». En bref, cela empêcherait les petits États membres d'arrêter les opérations militaires de l'UE tout en octroyant à la France et à l'Allemagne un droit de veto effectif. Cela faciliterait les interventions militaires de l'UE en contournant les profondes divisions entre les États membres de l'Ouest et du Sud et du Centre et de l'Est en ce qui concerne les priorités géographiques, tout en permettant à la France et à l'Allemagne de garder le contrôle ultime.

Il est bien utile pour les partisans d'interventions militaires de l'UE que la Boussole stratégique ignore les conséquences des missions militaires en Afghanistan et au Mali. La seule conclusion à la catastrophe afghane que l'on peut trouver dans le projet de document est que l'UE a besoin de sa propre force militaire pour évacuer ses citoyens. Cela peut se traduire par la prévention de la dépendance vis-à-vis des États-Unis en cas d'urgence, une leçon de la récente mission afghane qui s'inscrit dans l'agenda français : d'abord, en ne remettant aucunement en doute les objectifs des interventions militaires occidentales, dont le Mali, l'« Afghanistan français »⁶ ; ensuite, en utilisant les échecs comme prétexte pour acquérir l'indépendance vis-à-vis des États-Unis ; et enfin, en plaidant pour atteindre cette indépendance en subventionnant les industries d'armement européennes (et françaises) afin d'équiper les militaires pour des interventions sous leur propre contrôle.

Accès aux ressources et aux marchés

Au vu des développements actuels, il semble évident que l'UE est censée utiliser sa puissance militaire afin de : Dissuader et garantir la capacité des États membres de l'UE à se défendre. Cependant, la militarisation de l'UE progresse depuis des années et nous ne devons pas négliger les objectifs à moyen et long terme énoncés.

L'évaluation stratégique du projet de Boussole décrit une UE entourée d'instabilité et de conflits dans un monde multipolaire conflictuel. La politique du pouvoir est revenue sur la scène mondiale et l'accès à l'espace, aux routes maritimes et aux ressources critiques

⁵ Les États participants sont : Belgique, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède et Royaume-Uni.

⁶ Christophe Ayad : Le Mali est notre Afghanistan. Le Monde, 16 novembre 2017.



est de plus en plus contesté. L'accent est mis sur la Chine, un « concurrent économique et un rival systémique » dont le développement devrait définir ce siècle. Pour le député européen Özlem Demirel, du parti allemand DIE LINKE, il s'agit avant tout d'une « confrontation impérialiste aujourd'hui soutenue par les capacités militaires, la dissuasion et l'armement »⁷.

Le projet Boussole pousse l'UE à défendre et à élargir l'accès aux ressources et aux marchés avec une force militaire croissante. Cela présente de grands risques pour l'UE. Il augmente le risque d'escalade indésirable et détourne l'attention et les ressources absolument nécessaires des besoins quotidiens en matière de sécurité matérielle de ceux qui vivent dans et en dehors du bloc.

Cependant, de nombreux États membres ne partagent pas les ambitions françaises qui se reflètent dans le projet Boussole. Même si une Boussole stratégique (éventuellement moins ambitieuse) est adoptée à terme, il restera de nombreuses lignes de faille et contradictions. Plus fondamentalement, une UE plus militarisée ne renforcera pas son rôle de puissance diplomatique pour construire une nouvelle architecture de sécurité européenne basée sur des règles, une diplomatie et une coopération partagées. L'UE aura du mal à être à la fois un acteur militaire dans la course mondiale à l'armement et un négociateur de confiance. La désescalade, des mesures civiles de prévention des conflits et des efforts multilatéraux de désarmement, par opposition aux budgets de défense toujours plus importants, sont plus que jamais nécessaires.

En outre, face au coût économique et social de la pandémie en cours, les mouvements sociaux et les syndicats exigent à juste titre des investissements dans les infrastructures publiques et les systèmes de santé et de bien-être. Les gouvernements des États membres devront choisir entre les priorités sociales et militaires. Tout dépendra de la mesure dans laquelle ils se sentent poussés à proposer des mesures pour répondre de manière significative aux besoins quotidiens de la population face aux défis économiques, sociaux et climatiques qui nous attendent.

Le développement et l'utilisation de la puissance militaire auront, éventuellement, pour seul effet de gagner du temps au prix de la souffrance humaine. Il nous appartient (à ceux qui pensent que le monde est surarmé et que la paix est sous-financée) d'utiliser ces lignes de fracture pour faire avancer des solutions pacifiques et sociales.

L'auteur tient à remercier Nessim Achouche et Ethan Earle pour leur analyse et leurs précieux éclairages dans la réalisation de cet article.

⁷ Neues Deutschland : Es geht um Ressourcen und Märkte. Disponible sur : <https://www.nd-aktuell.de/artikel/1158532.militarisierung-der-eu-es-geht-um-ressourcen-und-maerkte.html?sstr=%C3%B6zlem|demirel> (dernière consultation : 14.02.2022).



Axel Ruppert est chef de projet au bureau de Bruxelles de la Rosa-Luxemburg-Stiftung. Son travail couvre les thèmes de la paix, de la sécurité et du désarmement ainsi que la militarisation de l'UE et l'industrie européenne des armes. Titulaire d'un master en études européennes, il se soucie d'une Europe pacifique, sociale et climatique.

